

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux - 3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 15/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCCOIM

ZA Pierrelets
45380 Chaingy

Références : 331/2025
Code AIOT : 0010001608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement SOCCOIM implanté ZA Pierrelets 45380 Chaingy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCOIM
- ZA Pierrelets 45380 Chaingy
- Code AIOT : 0010001608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOCCOIM exploite une unité de production de combustibles solides de récupération (CSR) ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux dans la zone d'activité des Pierrelets à Chaingy. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mode de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.2	Sans objet
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.4.2	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Un plan des réseaux est disponible sur demande par l'inspection. Ce document est daté et la dernière modification est du 4 novembre 2024. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : [...] Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Deux points de rejets sont présents au niveau du site : l'un rejette au réseau d'eau pluviale (rejet n°1), l'autre au réseau d'eaux usées (rejet n°2). Aucun rejet direct au milieu naturel n'est effectué. Lors de la visite du site, l'inspection constate que l'effluent au point de rejet n°1 a un aspect visuel satisfaisant, exempt de matières flottantes et ne dégage pas de gaz. Aucune anomalie n'est détectée. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les points de prélèvements sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. [...]</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées [...], notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées sont collectées via un réseau spécifique et rejetées, après passage sur un séparateur à hydrocarbures, dans un point bas avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales communal.</p> <p>Les eaux pluviales de toiture rejoignent directement ce point bas localisé dans un regard. Ce point n'est pas équipé d'organe de mesure de débit et d'échantillonnage. L'inspection indique qu'au vu du faible débit de rejet, un point de mesure équipé en débit et en concentration ne semble pas être techniquement fiable.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mode de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mode de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le point de rejet n°1 (rejet au milieu naturel via le réseau pluvial): - type de suivi : prélèvement continu d'une demi-heure ou au moins 2 prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'employée du site SOCCOIM en charge des prélèvements indique à l'inspection qu'un seul prélèvement instantané est réalisé au point de rejet n°1. La procédure d'effectuer 2 prélèvements espacés d'une demi-heure n'est pas respectée.</p> <p>Écart : Les prélèvements effectués au point de rejet n°1 ne se font pas de manière continu sur une demi-heure ou selon deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant fait procéder au contrôle du point de rejet n°1 (et le cas échéant du point de rejet n°2) conformément à l'article 3.4.2 de l'arrêté d'autorisation du 18 juillet 2023 et transmet à l'inspection le mode opératoire rédigé en ce sens. Une information aux personnels est à réaliser également pour respecter cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Pour le point de Rejet n°1 (rejet au milieu naturel via le réseau pluvial) : - périodicité de la mesure : mensuelle pour DCO et MES, semestrielle pour PFOA/PFOS, annuelle pour DBO5, HCT, Phosphore total, As, Cr6+, Cyanures totaux, AOX, métaux totaux, indice phénol
Constats : Les analyses mensuelles de janvier à avril 2025 sont télédéclarées sous GIDAF. La périodicité de surveillance des différents paramètres est respectée. Concernant plus particulièrement les PFOA/PFOS, une mesure a été faite en mars 2025. Une seconde mesure devra être menée d'ici fin 2025. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Point de rejet : 1 (rejet au milieu naturel via le réseau d'eau pluviale) Fréquence de transmission : annuelle (+ GIDAF au fil de l'eau)
Constats : La télédéclaration sous GIDAF est réalisée par l'exploitant mensuellement. Cette fréquence est cohérente avec la fréquence du suivi réalisé qui est mensuelle et peut être considérée comme une télédéclaration "au fil de l'eau". Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
--

Prescription contrôlée :

Point de rejet référencé n°1 [...]

VLE en concentration (mg/l)

- MES : 35 [...]

- DCO : 180 [...]

Constats :

<p>Pour le prélèvement d'avril 2025, un dépassement est constaté en MES (40 mg/ l pour une VLE autorisée de 35 mg/l). Ce dépassement est récurrent depuis février 2025. L'exploitant a réalisé un nettoyage et un curage du bassin en date du 27/05/2025. Ce commentaire apparaît sous GIDAF. Le prélèvement de juin a été effectué par l'exploitant en date du 26 juin 2025 et envoyé au laboratoire le même jour. Les résultats analytiques de juin ne sont pas disponibles sous GIDAF lors de la transmission du rapport à l'exploitant.</p>

<p>Écart : La VLE fixée à 35 mg/l en MES n'a pas été respectée au point de rejet n°1 a minima de février à avril 2025.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

<p>L'exploitant devra informer l'inspection de la réception des résultats et de la mise en ligne de la télédéclaration sous GIDAF. En cas de nouveau dépassement en MES, des actions devront être entreprises pour un retour à la conformité.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois
